

L'urgence d'une disruption en aménagement du territoire : l'exemple du Triangle de Gonesse

Par Robert Spizzichino | 31/08/2017, 13:59



Europa City dans le Triangle de Gonesse. (Crédits : DR) Il faut repenser radicalement et vite la manière dont nous aménageons nos territoires urbains, péri-urbains et ruraux. L'exemple symbolique du Triangle de Gonesse illustre mes propos, mais j'aurais pu prendre, hélas, bien d'autres exemples d'hérésies en cours de débat sur la manière dont nous pensons nos « grands projets ». Par Robert Spizzichino, ingénieur-urbaniste, secrétaire général du laboratoire d'idées, la Ville en Commun

Outre la reconstruction et ses choix qui s'imposaient à tous, compte tenu de l'urgence des besoins des populations, la période des Trente Glorieuses a glorifié une logique basée sur le modèle de planification rationnelle joignant science, action et prévision. Ce fut la période où l'État, via son bras armé la DATAR et ses prolongements les OREAM-organismes régionaux d'études et d'aménagement d'aires métropolitaines-, lançait une politique de rééquilibrage territorial via de grandes infrastructures et une politique industrielle volontariste. Ce fut aussi l'époque des villes nouvelles autour de Lyon et de Paris, mais aussi celle des réseaux de villes et des contrats de villes moyennes. Il y avait cohérence entre une logique institutionnelle, une politique économique, et un logiciel d'aménagement décliné sur le territoire national.

En un mouvement de balancier, la décentralisation et la montée en régime de la mondialisation (les délocalisations) se sont accompagnées d'une critique virulente de l'urbanisme fonctionnaliste. L'idée de « projet urbain » s'est imposée, en mettant au second rang toute vision d'ensemble. Il s'agissait de privilégier des approches d'aménagement ajustées à la spécificité du terrain, en mobilisant des méthodes de « gouvernance » nouvelles, fondées sur la négociation et la coopération des acteurs, via une contractualisation. C'est aussi l'époque où la croissance du chômage de masse et la ségrégation socio-spatiale amenait l'État à se concentrer sur les territoires urbains en difficulté via la « politique de la ville » ; hélas, les modes d'intervention utilisés à cet effet se sont surtout concentrés sur la rénovation du bâti, avec les succès limités que l'on sait. Déjà, la puissance publique s'est révélée incapable de changer les regards

et les processus d'intervention hérités du passé pour traiter une question complexe de société, et ce, malgré les avertissements de quelques politiques et de nombreux chercheurs et praticiens.

Enfin, avec le néo-libéralisme triomphant, le poids des logiques européennes et la financiarisation croissante des modes de production de l'aménagement, on est passé au culte des mots clés que sont : compétitivité, attractivité, gouvernance. Le contexte de concurrence entre territoires, à toutes les échelles, a conduit à privilégier les fonctions économiques et à chercher à organiser l'architecture territoriale autour du couple région- métropole ; et ce, malgré les fortes résistances à ces évolutions. Mais, il est intéressant de noter que les élus locaux de toutes tendances se sont assez bien fait les relais de ces politiques et y ont trouvé de nombreux avantages pour consolider leurs pouvoirs. En même temps, la pensée critique sur l'aménagement s'était réfugiée aux États-Unis (par exemple, David Harvey) et les mouvements citoyens ne parvenaient pas à faire entendre leurs voix.

Ce « néo-développementalisme » libéral a eu comme conséquences : le financement par les partenariats public-privé ; la recherche du statut de ville-monde ; la fin de la protection des villes petites et moyennes ; l'accélération de la marchandisation ; la privatisation de l'espace public ; la consommation des espaces ruraux péri-urbains ; l'explosion du commerce franchisé, ... ; avec comme conséquences la croissance des inégalités sociales et territoriales et des processus ségrégatifs.

Nous sommes toujours dans ce cycle, avec comme nuance le fait qu'on a rajouté l'adjectif « durable » à certaines pratiques et que le préfixe « éco » est utilisé comme passeport de bonne conscience.

Pourtant, comme l'a évoqué récemment le géographe Martin Vanier, « un espace politique s'est ouvert pour repenser l'aménagement du territoire.... Cette ouverture pour la pensée aménagiste de la France en Europe est le fruit du desserrement (effondrement ?) du rapport quasi féodal que le politique avait fini par imposer aux territoires au cours des 30 ans de décentralisation ».

En fait, bien d'autres facteurs, autres que politiques, sont à prendre en considération ; ils tiennent aux évolutions sociales et sociologiques et aux profonds bouleversements en cours concernant l'économie mondiale et le monde du travail. C'est ce que nous allons tenter d'appréhender.

Prendre la mesure de l'impact territorial des grandes mutations de l'heure

Résumons ce qui aurait justifié un ouvrage entier. Les facteurs énoncés ci-dessous ne sont pas hiérarchisés, car dans notre système-monde, un élément mineur dans certains cas peut devenir majeur dans d'autres :

- **Une croissance démographique forte**

D'ici 2040, en supposant que les tendances démographiques récentes se maintiennent, la population de la France augmentera de 15 % par rapport à 2010. En métropole, elle devrait continuer de se concentrer vers le Sud et l'Ouest, à l'inverse de certaines régions du Nord-Est. À cela, il faut ajouter l'importance affirmée des migrations, tant pour les migrations externes aux causalités multiples que pour les mutations internes au territoire national.

Ces migrations interrégionales façonneront les dynamiques démographiques régionales davantage que le solde naturel, car le nombre de décès augmentera, avec l'arrivée aux grands âges des générations du baby-boom. Elles pourraient également accentuer le vieillissement de la population dans certaines régions et le ralentir en Île-de-France.

De plus, on voit que les taux de croissance des zones dites rurales sont souvent supérieurs à ceux des communes urbaines ou péri-urbaines. Dans le même temps, les médias ne cessent d'évoquer les difficultés de plusieurs secteurs de l'agriculture française : crise du lait, du cochon, industrialisation des exploitations d'élevage, achat des terres agricoles par des groupes financiers chinois, etc. Il existe en fait une pluralité d'espaces ruraux soumis à des logiques économiques différenciées, notamment ceux du péri-urbain et du péri-métropolitain tout autant que ceux du « rural profond ». Il en résulte une mosaïque de situations.

- **L'artificialisation croissante des territoires**

Le mouvement de résidentialisation, plus loin des centres urbains et la construction d'infrastructures et des centres commerciaux de périphérie continuent de grignoter les espaces agricoles et naturels. Cette artificialisation des territoires produit des effets négatifs sur le changement climatique et la biodiversité. Certains d'entre eux, souvent très peuplés, comme le pourtour méditerranéen ou les façades littorales, se révèlent particulièrement vulnérables. Cela rend notre système alimentaire de plus en plus dépendant de l'extérieur, avec des différences notables entre les territoires.

- **Une base productive des villes en changement accéléré**

Non seulement l'industrie poursuit inexorablement son mouvement de délocalisation vers les pays à faible coût de main-d'œuvre, mais le secteur dit tertiaire tend de plus en plus à s'éclater en sous-secteurs dont les évolutions sont multiformes. Les services à forte utilisation de main d'œuvre - souvent peu qualifiée se différencient des services à forte implication technologique ; certains sous-secteurs poursuivent à marche forcée une évolution vers une robotisation accrue ; d'autres au contraire se basent sur la qualité du contact humain. L'attachement des entreprises au territoire s'émousse fortement, malgré les déclarations de façade. Et, sous la pression d'une idéologie entrepreneuriale (ah, le culte de la startup !), les créations d'entreprises ont le plus souvent besoin d'un substrat métropolitain pour réussir.

Globalement, la population a plutôt tendance à « suivre » l'emploi, au sens où la création d'emplois attire de la main-d'œuvre ; mais c'est également de plus en plus la dynamique démographique qui détermine la création d'emplois, dans la sphère de l'économie présentielle. Les deux dynamiques interagissent avec des effets qui se cumulent depuis quelques décennies dans les territoires, et accentuent le contraste entre les espaces attractifs et ceux qui font face au défi de la décroissance.

- **Une part de la main d'œuvre sous pression, sans projet d'avenir**

Dans le contexte de la croissance démographique et dans l'économie néo-libérale, le nombre de chômeurs, de travailleurs pauvres et d'emplois précaires augmente considérablement. À cela, il faut ajouter la masse des artisans, des commerçants et des auto-entrepreneurs soumis à d'énormes pressions concurrentielles. Toutes ces personnes ne peuvent véritablement faire de projets d'avenir, avec tout ce que cela signifie en

termes de logement et de mode de vie. Les analyses électorales montrent que cela a une conséquence directe en matière d'affaiblissement de la citoyenneté.

- **Des impératifs écologiques qui s'imposent même aux plus réticents**

La lutte contre le changement climatique ainsi que la nécessité d'une consommation atténuée de nos ressources naturelles devraient avoir des conséquences très importantes sur le fonctionnement et l'aménagement des territoires, que ce soit sur l'énergie, sur la gestion de l'eau et des déchets, sur les mobilités, sur l'habitat ainsi que sur l'urbanisme. Tout cela est bien connu. Mais il semble clair que le rythme de la « transition » préconisée à cet effet est trop lent vis-à-vis des dérèglements en cours

- **La montée des risques**

Outre les risques liés au changement climatique, d'autres risques se manifestent en particulier à caractère épidémiologique et plus généralement sanitaires. Quant à la violence, même si elle n'est pas forcément plus élevée qu'avant, elle est ressentie, notamment du fait du terrorisme, ressentie de manière plus aigüe. Les espaces réputés sûrs se raréfient.

- **L'espace des acteurs de la transformation urbaine se réorganise**

Il y a sans nul doute affaiblissement de la sphère publique au profit du privé ; ce qui ne serait pas forcément choquant à condition que l'intérêt général puisse être garanti aux citoyens. Or, le mode de fonctionnement des entreprises de production et de gestion de l'habitat et de l'urbain ne le permet pas, car il reste essentiellement soumis aux intérêts financiers. La numérisation de l'économie amène aussi de nouveaux acteurs à intervenir dans le champ urbain.

- **La montée des résistances et des alternatives au niveau local**

Comme la conférence des Nations Unies Habitat III vient de le montrer, le débat sur la ville et le logement se développe à l'échelle mondiale, et la question du logement ne se différencie pas vraiment de la question urbaine. Mais la prise de conscience que le changement peut venir avant tout du niveau local se renforce, tant en ce qui concerne les élus (voir Benjamin Barber « et si les maires gouvernaient le monde ? ») que les mouvements sociaux (voir la montée des revendications pour le « droit à la ville »)

Toutes ces mutations, dont les effets se cumulent, et qui constituent des tendances lourdes pour l'avenir, devraient engendrer des réflexions importantes tant chez les politiques que chez les professionnels et les chercheurs afin de repenser notre cadre de vie et ses modes de production et de gestion. Or, comme l'a montré la faiblesse des résolutions adoptées par la Conférence Habitat III, il n'en est rien. Les conservatismes triomphent. Et, en France, pays qui a souvent lancé des démarches novatrices en la matière, la situation demeure relativement bloquée, et même il n'est pas rare qu'il y ait régression. C'est ce que l'exemple symbolique qui suit va démontrer.

L'exemple symbolique du Triangle de Gonesse dans le Grand Roissy

Entre les aéroports de Roissy et du Bourget, au sein de la commune de Gonesse, connue dans l'histoire du Grand Paris pour fournir en pains les Parisiens, près de la friche PSA, il demeure environ 700 ha de terres agricoles avec des productions essentiellement céréalières, de très bonnes qualités, les plus proches de Paris.

Depuis une quinzaine d'années, ces terres agricoles ont été considérées par les autorités publiques et les aménageurs, non comme une ressource à valoriser, mais comme un vide à combler. Le Schéma directeur de l'Ile de France de 2013 autorise une urbanisation partielle sous conditions de desserte par les transports collectifs et d'achèvement des nombreuses opérations lancées par ailleurs au sein du Grand Roissy.

Apparaissent alors dans le paysage le groupe Auchan auquel se joint un investisseur chinois, le groupe Wanda, opérateur de parcs de loisirs ; ils présentent un vague projet d'un centre commercial géant sur 80 ha, Europa City, assorti d'attractions ludiques et de quelques alibis culturels. Ils assortissent cette proposition de quelques chiffres miraculeux sur les investissements privés consentis-3,1 milliards d'euros- sur les emplois créés -11.800-, et sur une fréquentation prévisionnelle bien supérieure à celle d'Eurodisney.

Que dit le bon sens, qui a eu l'occasion de s'exprimer à l'occasion d'un débat public conséquent ?

- Les centres commerciaux alentour et les commerces de centre-ville, tous en difficultés, vont voir ces difficultés s'accroître.
- Les autoroutes menant à Roissy sont déjà saturées ; cela va rendre l'aéroport et les zones d'activité proches inatteignables.
- Le nombre d'emplois créés ne tient pas compte des emplois détruits, et, compte tenu de l'expérience acquise sur le territoire, ne profiteront pas aux populations en difficulté des communes alentour.
- Les nuisances inévitables ainsi créées font tache près du Bourget, lieu de signature des accords de Paris

Que disent et que font les pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux (Val d'Oise) ?

- On applaudit à tout rompre un projet censé donner une image internationale positive d'un territoire dont on veut être fier. Et pour ce faire, on balaie toutes les critiques, le plus souvent avec des arguments d'une faiblesse avérée.
- On détourne le trajet de la ligne 17 du Grand Paris Express et on conçoit une gare spécifique pour desservir le projet (coût : 1 milliard d'euros)
- On définit ce projet encore très flou comme un formidable accélérateur pour le triangle de Gonesse et on l'insère dans une énorme ZAC de 250 ha dans laquelle on programme bureaux, commerces et hôtellerie. Tout cela en affirmant tranquillement que l'urbanisation de ce corridor aéroportuaire est inéluctable.

Ces pratiques, ces raisonnements sur l'emploi, cette vision du développement à tout crin, cette confiance sans limite dans les affirmations et les capacités du secteur privé, ... , tout cela relève d'une sorte de mythologie totalement déconnectée de la prise en compte des grands enjeux actuels tels que nous les avons rappelés.

A contrario, les opposants au projet Europa City, qualifiés comme ailleurs par certains « d'écolos irresponsables », ont suscité la mise au point d'un projet alternatif ambitieux, CARMA Gonesse ; ce projet valorise les terres agricoles qu'il met au service d'un système d'économie circulaire en agro-écologie. Il est porté par un groupement constitué autour de l'Association Terres de liens Ile de France, qui aide les jeunes à cultiver la terre, et recherche des terres où les implanter ; il rassemble des acteurs citoyens en faveur d'une agriculture paysanne et biologique ; s'y sont joints des acteurs financiers, des entreprises de l'économie sociale et solidaire et des professionnels engagés. On garde donc les 700 ha du Triangle pour y pratiquer plusieurs types de production agricole (céréales, maraichage, horticulture, permaculture, ...) ; on y insère les espaces de travail et d'animation nécessaires, dont une forte composante de formation. On construit ce projet avec les acteurs locaux pour faire profiter le plus grand nombre des bienfaits d'une alimentation saine et abordable. On essaie de mettre des développements non directement agricoles dans des espaces déjà bâtis ou consacrés à l'urbanisation, en particulier sur Gonesse et sur Aulnay, et on valorise ce que le monde rural peut apporter à l'urbain. Enfin, on met en réseau les éléments de recherche-développement sur l'alimentaire présents sur le Nord-Est parisien pour constituer un Centre de Recherche, d'Information et de Transfert de Technologie sur agro-écologie et alimentation.

Qui donc travaille effectivement pour l'avenir et le bien-être des populations. Europa City ou GARMA Gonesse ? Pourquoi cette courte vue, cet attachement à des dogmes dépassés ? Comment penser et faire autrement ?

Comment engendrer cette nécessaire disruption

Ce défi est complexe. La multiplication des recherches et études de cas montrent qu'il n'y a ni solution miracle, ni modèle alternatif « clé en main ». Il existe une conviction partagée selon laquelle les solutions proposées par les décideurs politiques ne seront pas à la hauteur du problème. Il y a, en tout état de cause, de fausses pistes à écarter :

- L'illusion d'une solution technique, type Smart City ou invention d'un nouveau mode d'énergie. Or la dimension culturelle et sociétale des enjeux évoqués montre que des solutions techniques ne répondent qu'à une partie des questions en débat.
- Une crise salvatrice ? Certains estiment désormais que seule une catastrophe poussera l'humanité à mettre en œuvre les changements requis. Cette conception est à la fois démobilisatrice politiquement et historiquement fausse.

Dans un rapport récent du Commissariat Général au développement durable - Délégation au développement durable, « initiatives citoyennes et transition écologique », il est écrit :

« Évoquer la possibilité d'une transition socio-écologique conduit à s'interroger sur nos manières de produire, de consommer et d'urbaniser, à l'aune des relations développées par les individus et les sociétés aux milieux naturels et construits. (...). C'est pourquoi nombreux sont ceux qui caractérisent la transition par un engagement des acteurs citoyens, associatifs et économiques dans des initiatives locales proposant de nouvelles façons de reconnecter les pratiques de vie aux milieux écologiques et plus largement aux cycles des matières, de l'énergie et du climat. Toutefois, la transition est multiforme et peut emprunter de

multiples chemins, selon les acteurs qui se mobilisent, les milieux urbains, culturels, sociotechniques et politiques dans lesquels elle émerge ».

En ce sens, un projet comme celui de CARMA Gonesse est une bonne application de ces principes. Plus généralement, en matière d'aménagement du territoire, la nécessaire disruption impliquera tout à la fois les pouvoirs publics, mais aussi les acteurs économiques et sociaux, ainsi évidemment que les professionnels et les chercheurs ; sachant que, si on part des pratiques quotidiennes et de l'évolution des modes de vie, rien ne peut se faire sans un approfondissement démocratique significatif. Projeter l'avenir des territoires par de simples dessins, si pertinents et créatifs soient-ils, n'a de sens que si on évoque en même temps les nécessaires transformations économiques à apporter à la production du cadre de vie.

Intégrer dans la décision l'existence d'objectifs de long terme, prendre en compte l'éventualité ou la nécessité de ruptures, élaborer des stratégies de transition... ne se fait pas spontanément. Il faut aussi transformer les imaginaires collectifs, lever les blocages aux changements, et élaborer en commun les voies d'évolution vers d'autres modes de consommer, de produire, d'habiter, de se déplacer ou d'accéder à la nature. Certains, comme Martin Vanier ont commencé d'énoncer quelques principes méthodologiques structurants : penser systèmes plutôt que catégories de territoires, penser réseaux plutôt que local, penser transitions plutôt que protections.

Nous n'aurons pas pour prétention d'aller plus loin dans ce bref texte de sensibilisation. Mais il est clair en tout cas que l'arrêt de projets d'un âge révolu comme celui d'Europa City, et la promotion de projets novateurs du type de celui proposé par CARMA Gonesse peuvent constituer d'excellents déclencheurs de cette disruption en aménagement urgente et essentielle pour la société tout entière, à condition sans doute de pouvoir disposer d'une pensée politique en soutien.